vinetur

Les licences de vente d’alcool de nuit en Angleterre et au Pays de Galles ont progressé de 3 % sur un an

Les données du Home Office montrent que le marché des licences est resté globalement stable, avec de modestes gains pour les licences personnelles et les licences d’établissement.

vendredi 2 octobre 2026



Le Home Office a publié de nouvelles statistiques sur les licences d’alcool en Angleterre et au Pays de Galles couvrant la période d’avril 2025 à mars 2026, montrant un marché qui a peu évolué sur l’année mais a continué de progresser légèrement dans certains domaines clés, notamment le commerce en horaires tardifs et le nombre de personnes ou d’établissements titulaires d’autorisations liées à l’alcool.

Dans son résumé narratif, le ministère a indiqué qu’en mars 2026, il existait environ 180 000 licences personnelles en vigueur en Angleterre et au Pays de Galles, soit 1,5 % de plus qu’un an plus tôt. Il a aussi indiqué qu’il y avait environ 170 000 licences d’établissement actives, en hausse annuelle de 0,8 %. Les licences personnelles autorisent une personne à approuver des ventes d’alcool dans un site sous licence, tandis que les licences d’établissement couvrent la vente d’alcool, les divertissements réglementés ou la restauration tardive dans un lieu précis.

Le matériel publié semble utiliser plus d’un indicateur de licence. Un résumé suivi de la même publication a mis en avant des totaux globaux plus élevés au 31 mars 2026, dont 968 400 licences personnelles et 227 300 licences d’établissement. La publication du Home Office disponible sur GOV.UK n’explique pas cet écart dans le court texte narratif, mais les deux séries de chiffres renvoient à un système qui reste vaste et globalement stable en Angleterre et au Pays de Galles.

La publication indique que les licences d’établissement actives étaient concentrées principalement dans les zones urbaines, Londres et les West Midlands enregistrant les plus forts volumes. Ce schéma correspond à la répartition des pubs, bars, restaurants, clubs et autres établissements d’hôtellerie-restauration qui dépendent du commerce sous licence dans les plus grands centres de population. Il aide aussi à expliquer pourquoi les évolutions de la politique des licences sont souvent suivies de près dans les grandes villes, où les autorités locales, la police et les exploitants de lieux gèrent des économies nocturnes denses.

Les certificats de locaux de club, qui permettent aux clubs remplissant les conditions de fournir de l’alcool et certaines activités à leurs membres, ont légèrement reculé sur l’année pour atteindre environ 13 000 certificats actifs. À l’inverse, les licences de nuit ont légèrement augmenté. Le Home Office a indiqué que ces autorisations avaient progressé de 3 %, la majeure partie de cette croissance se situant dans les régions métropolitaines. Les licences autorisant des ventes d’alcool 24 heures sur 24 représentaient environ 2 % de l’ensemble des licences d’établissement.

Les chiffres montrent aussi peu de mouvement dans le recours aux cumulative impact areas, un outil utilisé par les autorités locales pour lutter contre la criminalité et les troubles liés à une forte concentration de débits de boissons sous licence. Selon le Home Office, le nombre de ces zones est resté stable à environ 300 dans tout le pays. Cette stabilité suggère que les conseils n’ont pas apporté de changements majeurs à cette partie du cadre des licences au cours de la période, même si les débats locaux sur la vie nocturne, la sécurité publique et la gestion des centres-villes se sont poursuivis.

Sur le plan de l’application, le matériel publié fait état d’une surveillance continue des établissements titulaires d’une licence, même si les chiffres mis en avant dans les documents disponibles ne sont pas parfaitement alignés. Le résumé narratif indiquait que 1 200 réexamens de licences d’établissement avaient été demandés, la plupart liés à des manquements aux conditions de licence. Un résumé suivi de la publication décrivait environ 600 réexamens annuels, en hausse d’environ 30 % par rapport à l’année précédente. Le même résumé suivi indiquait que trois conditions de licence avaient été enregistrées en lien avec des préoccupations de spiking, un nombre faible mais qui montre que la question est entrée dans les discussions officielles sur les licences.

Pour le secteur des boissons, ces données comptent au-delà de Whitehall et des collectivités locales. Les brasseries, les fournisseurs de vin et de spiritueux, les groupes de pubs, les chaînes de restauration et les exploitants indépendants utilisent les chiffres officiels des licences comme un indicateur de la taille et de la structure du marché de la consommation sur place. Une légère hausse des autorisations actives d’établissements et de nuit peut signaler une demande stable dans l’hôtellerie-restauration, tandis que l’activité de réexamen et les conditions liées aux enjeux de sécurité peuvent conduire les exploitants à dépenser davantage pour la conformité, la formation du personnel, les procédures de sécurité et la tenue des registres.

Le Home Office a indiqué que ces statistiques visaient à aider les décideurs, les forces de l’ordre et les responsables de la santé publique à suivre les tendances et à gérer les dommages liés à l’alcool. Pour les entreprises qui vendent bière, vin et spiritueux via des établissements sous licence, cette publication offre aussi un instantané à jour du nombre de personnes et de lieux autorisés à commercer, de l’endroit où ces licences sont concentrées et de l’intensité avec laquelle le système est utilisé pour faire respecter les normes au niveau local.